

BUREAU DU CONSEIL DE L'EUROPE À TIRANA

RÉSULTATS EN 2025



Le Bureau du Conseil de l'Europe à Tirana joue un rôle clé dans le soutien au développement démocratique de l'Albanie et à son cheminement vers l'adhésion à l'Union européenne. En étroite collaboration avec les institutions nationales, la société civile et les partenaires internationaux, le **Bureau aide l'Albanie à remplir ses obligations en tant qu'état membre du Conseil de l'Europe tout en faisant progresser les réformes qui comptent le plus pour ses citoyens.**

Grâce à des programmes ciblés et à son expertise technique, le Bureau **fait progresser la réforme de la justice, la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance et l'égalité.** Il promeut la liberté des médias, protège les droits des groupes vulnérables, renforce l'administration publique et aide les jeunes à devenir des citoyens démocratiques actifs. Ensemble, **ces efforts contribuent à renforcer les institutions et à favoriser une culture de confiance, de responsabilité et d'inclusion.**

EN CHIFFRES EN 2025 : UNE PLATEFORME D'ACTION

11 PROJETS RÉGIONAUX ET 15 PROJETS SPÉCIFIQUES À CHAQUE PAYS, DONT :

- 6 ACTIONS PHARES DANS LE CADRE DU PROGRAMME CONJOINT DE L'UE ET DU CONSEIL DE L'EUROPE « FACILITÉ HORIZONTALE POUR LES BALKANS OCCIDENTAUX ET LA TÜRKIYE ».
- 2 PROGRAMMES CONJOINTS DE L'UE ET DU CONSEIL DE L'EUROPE.
- 6 PROJETS FINANCÉS PAR DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES.

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE 2025, LA PORTÉE ET L'IMPACT DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION ONT CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉ. LES DOMAINES DE RÉFORME PRIORITAIRES COMPRENNENT DÉSORMAIS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, LA GOUVERNANCE LOCALE, L'ENGAGEMENT CIVIQUE ET L'INTÉGRITÉ ÉLECTORALE. LA JUSTICE CONSTITUTIONNELLE ET LE DROIT À LA LIBERTÉ ET À LA SÉCURITÉ CONSTITUENT ÉGALEMENT DES DOMAINES CLÉS.

POURQUOI VOTRE IMPLICATION EST IMPORTANTE

Des réformes significatives nécessitent un partenariat, de la persévérance et des valeurs communes. Avec le soutien de l'Union européenne et des états membres du Conseil de l'Europe, nous aidons l'Albanie à mettre en place des institutions efficaces, à faire respecter la justice et l'égalité et à garantir que les normes européennes apportent de réels progrès à tous les citoyens.

Découvrez une série de témoignages vidéo mettant en lumière l'impact local de notre travail – de la promotion de la démocratie et de la lutte contre la corruption à la sauvegarde de la liberté des médias, en passant par le renforcement de la justice et la promotion de l'égalité.



IMPACT DES ACTIVITÉS DU CONSEIL DE L'EUROPE EN ALBANIE



PROMOUVOIR L'ÉTAT DE DROIT ET LA JUSTICE

Une justice au service des citoyens. Les tribunaux de toute l'Albanie sont devenus plus indépendants, transparents et responsables grâce à l'innovation numérique et à des formations ciblées. De nouveaux outils permettent désormais de prendre en compte les retours des citoyens dans la prise de décision, aidant ainsi les institutions judiciaires à gagner la confiance du public et à améliorer les services offerts à ceux qui recherchent la justice.

Droits de propriété et accès à la justice. Plus de 200 citoyens vulnérables ont bénéficié d'une sécurité juridique grâce à une ligne d'assistance dédiée offrant des conseils juridiques gratuits sur les droits de propriété. Ces efforts ont amélioré l'accès à la justice et favorisé une meilleure application de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, tout en renforçant la transparence des processus d'enregistrement foncier et de propriété immobilière.

PROTÉGER L'ÉDUCATION ET LA DÉMOCRATIE

Confiance dans les élections démocratiques. La confiance du public dans les élections s'accroît grâce à des outils de surveillance numériques qui rendent le règlement des litiges plus rapide et plus transparent. Un programme national d'éducation des électeurs a touché 20 000 nouveaux électeurs dans 335 lycées, incitant les jeunes Albanais à participer activement à la vie démocratique.

Une éducation au service de la démocratie. Plus de 500 enseignants ont été dotés d'outils pour promouvoir les compétences démocratiques en classe. Cela a favorisé la création d'environnements d'apprentissage inclusifs et ancré les droits humains au cœur du système éducatif albanais.

PROMOUVOIR L'INCLUSION, L'INTÉGRITÉ, ET LES DROITS

Promouvoir l'égalité et l'inclusion. Des initiatives nationales de sensibilisation à la lutte contre la discrimination et aux droits des minorités ont touché plus de 500 000 personnes, approfondissant la compréhension du public en matière de diversité et d'égalité. Ces initiatives ont complété les réformes juridiques visant à protéger les groupes vulnérables et à lutter contre les discours de haine, ancrant ainsi plus fermement l'égalité dans le discours social.

Sécuriser le système financier albanais et promouvoir une intégration plus poussée dans l'UE. Huit documents techniques ont été élaborés pour soutenir des modifications ciblées dans les secteurs financiers et non financiers et s'aligner sur les directives de l'UE.

Assurer la préparation aux évaluations internationales. Les institutions albanaises sont parées pour l'évaluation MONEYVAL en traduisant les sessions techniques collaboratives en une feuille de route pour une réponse immédiate. Plus de 60 parties prenantes clés ont été impliquées afin de formuler des recommandations concrètes et applicables à l'intention des autorités nationales.

Réformer les institutions chargées de l'intégrité et de la lutte contre la corruption. L'intégrité du secteur public progresse grâce à de nouveaux cadres législatifs sur les conflits d'intérêts, le lobbying et le financement des partis politiques. La création récente du Bureau de recouvrement des avoirs opérationnel marque une nouvelle étape importante, renforçant la capacité de l'état à détecter, saisir et recouvrer les avoirs illicites, et consolidant la confiance dans les institutions publiques.

Protéger la liberté des médias et la sécurité des journalistes. L'adoption d'un protocole de la police d'état pour la sécurité des journalistes, soutenu par des points de contact et une formation spécifique, garantit des réponses plus rapides et plus sûres aux menaces contre la presse. La liberté d'expression est désormais un pilier plus solide de la démocratie, à la fois protégée par la loi et intégrée dans les programmes de formation de la police.

La version originale du document a été traduite en ayant recours à des outils de traduction automatique.